

**ASSOCIATION TOULOUSAINE POUR LA
PROTECTION DES ANIMAUX
SPA TOULOUSE - ATPA**

Siège social : 6, impasse Marie Laurencin 31200 Toulouse
Siret : 776 951 477

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

**A l'Assemblée générale de
l'ASSOCIATION TOULOUSAINNE POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX,**

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION TOULOUSAINNE POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations.

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement ainsi que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables

appliqués, notamment en ce qui concerne la mise en conformité de la comptabilisation des Legs avec le règlement de l'ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre collectif.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Muret, le 2 juin 2021



Xavier Molina
Commissaire Aux Comptes

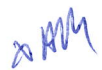
Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2020	Net au 31/12/2019
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Cessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	13 200	13 200		
Immobilisations corporelles				
Constructions	378 666	239 782	138 884	139 019
Installations techniques, matériels et outillages industriels	31 042	18 624	12 418	15 445
Autres immobilisations corporelles	257 490	202 032	55 458	67 981
Immobilisations corporelles en cours	91 170	50 000	41 170	91 170
Biens reçus par legs ou donations	61 181	28 306	32 875	
Immobilisations financières				
Total I	832 749	551 944	280 805	313 614
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	2 150		2 150	4 086
Produits intermédiaires et finis	35 500		35 500	
Marchandises	240		240	106
Avances et acomptes versés sur commandes	900		900	
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	38 854		38 854	105 338
Créances reçues par legs ou donations	238 326		238 326	
Autres créances	182 213	41 088	141 124	83 564
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement	2 950 178		2 950 178	2 941 880
Disponibilités	1 805 377		1 805 377	1 460 937
Charges constatées d'avance	12 134		12 134	7 109
Total II	5 265 872	41 088	5 224 784	4 603 020
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 098 621	593 033	5 505 589	4 916 634
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

X/M

Bilan passif

	au 31/12/2020	au 31/12/2019
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie	96 891	
Autres fonds propres	3 175 723	3 956 053
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	1 634 936	
Excédent ou déficit de l'exercice	211 483	-262 551
Situation nette (sous-total)	5 119 034	3 693 503
Total I	5 119 034	3 693 503
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	271 201	
Total II	271 201	
PROVISIONS		
Provisions pour risques	5 000	
Provisions pour charges	3 600	
Total III	8 600	
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 829	23 348
Dettes fiscales et sociales	64 393	62 409
Autres dettes	6 532	
Produits constatés d'avance		1 137 374
Total IV	106 753	1 223 132
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	5 505 589	4 916 634
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	106 753	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	16 654	
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	280	1 824
Ventes de prestations de services	178 625	247 248
Dont parrainages		34 164
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	203 828	231 845
Ressources liées à la générosité du public	161 160	
Dont Dons manuels	41 226	
Dont Legs, donations et assurances-vie	119 934	
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	3 094	1 395
Utilisation des fonds dédiés	491 984	
Autres produits	573	4
Total I	1 056 197	482 316
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	964	371
Variation des stocks	-134	184
Autres achats et charges externes	321 771	306 622
Impôts, taxes et versements assimilés	11 266	14 008
Salaires et traitements	329 406	339 610
Charges sociales	58 484	56 998
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	41 304	40 348
Dotations aux provisions	5 000	
Reports en fonds dédiés	100 000	
Autres charges	2 910	261
Total II	870 971	758 401
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	185 226	-276 085
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	19 778	19 571
Total III	19 778	19 571
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	19 778	19 571

A M

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	205 005	-256 515
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	1 981	617
Sur opérations en capital	445 000	
Total V	446 981	617
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		6 475
Sur opérations en capital	390 503	178
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	50 000	
Total VI	440 503	6 653
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	6 478	-6 036
Total des produits (I+III+V)	1 522 957	502 503
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 311 474	765 054
EXCEDENT OU DEFICIT	211 483	-262 551

A AM



Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ASSOC.TOULOUSAINE POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 5 505 589 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 211 483 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 21/05/2021.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'Association Toulousaine pour la Protection des animaux, fondée le 29 mars 1924, reconnue d'utilité publique, a pour but d'améliorer pour tous les moyens qui sont en son pouvoir le sort des animaux, d'assurer l'application des dispositions législatives et réglementaires qui les protègent et de leur accorder assistance.

Les moyens d'action de l'association sont :

- le bulletin
- les mémoires, tracts et affiches qu'elle distribue
- les conférences qu'elle organise
- les récompenses, subventions ou secours qu'elle accorde
- les concours qu'elle organise
- les chenils et refuges qu'elle installe
- l'aide qu'elle donne aux animaux sur la voie publique
- le concours incessant qu'elle apporte aux pouvoirs publics pour faire assurer le respect des lois et règlements de protection des animaux

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement CRC n°99-01 a été abrogé à compter du 01 janvier 2020 et a été remplacé par le règlement ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018 homologué par arrêté du 26 décembre 2018.

Ainsi les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels ont été modifiées par le règlement n°2018-06 du 05 décembre 2018, homologué par arrêté du 26 décembre 2018 par rapport à l'exercice précédent.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

XPM

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 1 an
- * Agencements des constructions : 8 à 15 ans
- * Installations techniques : 5 ans
- * Matériel et outillage industriels : 3 à 5 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 1 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 2 à 3 ans
- * Mobilier : 4 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

AM

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'association a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

Evolution du référentiel comptable sur l'année 2020

Au 1er janvier 2020, l'Autorité des Normes Comptables (ANC) modifie le règlement applicable aux associations (2018-06).

Concernant les Fonds propres et assimilés :

- On ne parle plus de fonds associatifs mais de fonds propres, car le règlement est commun aux associations, fonds de dotation et fondations
- On ne parle plus de résultat de l'exercice mais d'excédent ou déficit de l'exercice
- Est créée la situation nette présentant la quote-part de fonds propres « acquis » par l'association
- Les fonds reportés liés aux legs ou donations et les fonds dédiés sont présentés avant les provisions pour risques et charges

Concernant les autres éléments significatifs :

- Sont définis les termes de Subvention / Concours public / Contribution financière
- Les ressources sont présentées distinctement en fonction du type de tiers financeur (privé, public et tarificateur de l'établissement, public autre que le tarificateur de l'établissement, Appel à la Générosité du Public)
- Les reports et engagements sur fonds reportés ou dédiés sont présentés en résultat d'exploitation alors qu'auparavant ils étaient présentés en pied de résultat.
- Concernant les Contributions Volontaires en nature (temps passé des bénévoles, dons d'aliments pour les animaux...), de nouvelles informations doivent être présentées au compte de résultat sans impact sur l'excédent ou déficit de l'exercice.
- Les legs doivent être comptabilisés dès qu'ils sont acceptés, même en attente de dénouement. Pour cela, ont été créées de nouvelles lignes, notamment dans l'actif immobilisé « biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés », dans l'actif circulant « créances reçues par legs ou donations », au passif circulant « dettes des legs ou donations ».

Voici les principaux effets de reclassement concernant cette réforme à date du 1er janvier 2020 :

- A l'actif du bilan :
 - * les biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés sont constatés pour une valeur nominale de 452 K€ et dépréciés pour 28 K€
 - * la valeur du chenil a été reclassée des créances vers le stock des produits finis
 - * les créances reçues par legs et donations sont constatées pour une valeur nominale de 240 K€
 - * les autres créances sont revalorisées de 172 K€ au titre de quotes-parts de legs ou donations encaissées par les notaires en charge des successions et qu'ils leur restent à nous reverser.
 - * les autres créances sont aussi revalorisées de 41 K€ au titre de quotes-parts de charges engagées sur un leg accepté et restant à nous

Faits caractéristiques

faire rembourser par le colégataire et dépréciée pour 41 K€ du fait d'un litige avec ce colégataire.

* les autres créances sont diminuées de 83 K€ du fait de la disparition du compte 467000 "legs en cours débiteurs" suite à la valorisation des legs acceptés en cours de dénouement et à la constatation des charges engagées

- Au passif du bilan :

* le report à nouveau est constaté pour 1013 K€ correspondant aux quotes-parts réalisées des legs acceptés

* les fonds reportés liés aux legs et donations sont constatés pour 663 K€ suite à l'impact du suivi des legs

* les provisions pour charges sont constatées pour 4.8 K€ suite à l'acceptation d'un leg en 2016 de subvenir aux besoins du chat du donateur

* les autres dettes sont constatées pour 6.5 K€ au titre des legs et donations acceptés et en cours de dénouement.

* les produits constatés d'avance sont diminués de 1137 K€ du fait de la disparition du compte 487000 "legs en cours créditeurs" suite à la constatation des encaissements de legs acceptés et à la constatation des charges engagées

* reclassement de la ligne "fonds de dotation" pour 97 K€ vers la ligne "première situation nette établie"

* reclassement de la ligne "vnc construction chenil" pour - 703 K€ vers la ligne "apports sans droit de reprise"

* retraitement des legs et donations avec effet rétroactif et sur la base de la date d'acceptation :

° suppression de la ligne "legs obtenus" pour 4562 K€

° identification des legs définitivement clos pour 3879 K€ et comptabilisés sur la ligne "apports sans droit de reprise"

° identification des legs en cours de procédure pour 1897 K€ et comptabilisés sur la ligne "report à nouveau"

Les divers reclassements et constatations ci dessus impactent le résultat de l'exercice 2019 d'un excédent de 885 K€

- Au compte de résultat :

* les cotisations ont été reclassées de la ligne "ventes de prestations de services" vers la ligne "cotisations sans contrepartie" pour 17 K€

* les dons ont été reclassés de la ligne "ventes de prestations de services" vers la ligne "ressources liées à la générosité du public" 34 K€

* les produits d'activités annexes ont été reclassés de la ligne "ventes de prestations de services" vers la ligne "ressources liées à la générosité du public" 2 K€

* la ligne "legs et donations et assurances-vie" est constatée pour 402 K€ du fait de l'impact sur le suivi des legs et à la réalisation des successions

* la ligne "reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges" est augmentée de 1.2 K€ suite à la réalisation de la charge

* la ligne "utilisation des fonds dédiés" est constatée pour 751 K€ du fait de l'impact sur le suivi des legs et à la réalisation des successions

* la ligne "report en fonds dédiés" est constatée pour 240 K€ du fait de l'impact sur le suivi des legs et à la réalisation des successions

* la ligne "autres charges" est augmentée de 8.6 K€ du fait de l'impact sur le suivi des legs

* la ligne "produits exceptionnels sur opérations en capital" est constatée pour 491 K€ du fait de l'impact sur le suivi des legs et à la réalisation des successions

* la ligne "charges exceptionnelles sur opérations en capital" en augmentée de 512.5 K€ du fait de l'impact sur le suivi des legs et à la réalisation des successions

Le stock "animal" auparavant présenté en créance est présenté à partir de cette année en stocks pour un montant de 35K€.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'association est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

AM

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				13 200
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 200			13 200
Immobilisations incorporelles	13 200			13 200
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	365 935	13 187	456	378 666
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	34 368	1 309	4 635	31 042
- Installations générales, agencements aménagements divers	212 087	8 640		220 727
- Matériel de transport	14 172			14 172
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	20 109	2 483		22 591
- Legs destinés à être cédés		61 181		61 181
- Immobilisations corporelles en cours	91 170			91 170
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	737 840	86 800	5 091	819 549
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	751 040	86 800	5 091	832 749

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		86 800		86 800
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		86 800		86 800
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		5 091		5 091
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		5 091		5 091

Immobilisations corporelles

Biens reçus par leg ou donation destinés à être cédés.

Impact réforme du plan comptable sur les augmentations de l'année : 61 181€

Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours concernent des travaux réalisés sur les exercices 2015 à 2017 en vue de la construction d'une chatterie. Au 31 décembre 2020, le montant des dépenses comptabilisées est de 91 170 €. Nous précisons également que la construction n'est pas achevée en raison d'un litige avec un prestataire.

AM

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	13 200			13 200
Immobilisations incorporelles	13 200			13 200
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	226 916	13 322	456	239 782
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	18 923	4 336	4 635	18 624
- Installations générales, agencements aménagements divers	148 358	19 949		168 307
- Matériel de transport	10 960	2 834		13 794
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 069	862		19 931
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	424 226	41 304	5 091	460 438
ACTIF IMMOBILISE	437 426	41 304	5 091	473 638

JSM

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 471 527 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	38 854	38 854	
Autres	420 539	420 539	
Charges constatées d'avance	12 134	12 134	
Total	471 527	471 527	

Dont 420 K€ au titre des legs et donations acceptés et en cours de dénouement.

Produits à recevoir

	Montant
Particip frais fourrières a recev.	38 854
Banques prod. a recevoir	6 546
Total	45 400

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles		78 306		78 306
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks		41 088		41 088
Créances et Valeurs mobilières				
Total		119 394		119 394
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières		50 000		
Exceptionnelles				

Informations sur le mode et la méthode de dépréciation :

Impacts réforme du plan comptable :

- dépréciation des biens reçus par legs et donations 28 K€
- dépréciation d'une créance sur legs ou donations du fait d'un litige avec un colégataire 41 K€

Immobilisations en cours

Cette construction est à l'arrêt en raison de mal façon. Des expertises réalisées et en-cours risquent de conclure à une recommandation de démolition, par prudence il a été comptabilisé une provision d'un montant de 50 K€.

AM

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Patrimoine intégré		96 891		96 891
Fonds statutaires				
Apports sans droit de reprise		3 175 723		3 175 723
Legs et donations	4 562 017		4 562 017	
Subventions affectées	-702 855	702 855		
Autres fonds	96 891		96 891	
Total fonds sans droit reprise	3 956 053	3 975 470	4 658 909	3 272 615
Apports avec droit de reprise				
Legs et donations assortis d'une condition				
Subventions affectées				
Total fonds avec droit reprise				
Ecarts de réévaluation				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à Nouveau		1 897 486	262 551	1 634 936
Résultat de l'exercice	-262 551	474 034		211 483
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)		271 201		271 201
Autres fonds associatifs				
Total fonds associatifs	3 693 503	6 618 191	4 921 460	5 390 235

XAM

Notes sur le bilan

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	3 956 053			683 438	3 272 615
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau		-262 551	1 897 487		1 634 936
Excédent ou déficit de l'exercice	-262 551	262 551	211 483		211 483
Situation nette	3 693 503		2 108 970	683 438	5 119 034
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	3 693 503		2 108 970	683 438	5 119 034

VARIATION DES FONDS PROPRES

A noter que le résultat 2019 de - 263 K€ n'a pas été affecté lors de l'assemblée générale du 14 novembre 2020 statuant sur les comptes 2019 et qu'il est comptabilisé en "report à nouveau débiteur" en attendant son affectation.

Impacts de la réforme du plan comptable : amélioration des fonds propres pour 1214 K€

- reclassement de la ligne "fonds de dotation" pour 97 K€ vers la ligne "première situation nette établie"
- reclassement de la ligne "vnc construction chenil" pour - 703 K€ vers la ligne "apports sans droit de reprise"
- traitement des legs et donations avec effet rétroactif et sur la base de la date d'acceptation :
- * suppression de la ligne "legs obtenus" pour 4562 K€
- * identification des legs définitivement clos pour 3879 K€ et comptabilisés sur la ligne "apports sans droit de reprise"
- * identification des legs en cours de procédure pour 1897 K€ et comptabilisés sur la ligne "report à nouveau"

AM

Notes sur le bilan

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges		5 000			5 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer		4 800	1 200		3 600
Autres provisions pour risques et charges					
Total		9 800	1 200		8 600
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		5 000	1 200		
Financières					
Exceptionnelles					

Informations sur le mode et la méthode de calcul des provisions :

Une dotation pour litige de 5 K€ a été constatée afin de couvrir les frais d'avocats dans le cas de la procédure engagée contre un colégataire

Impact de la réforme du plan comptable :

- constatation de l'engagement pris suite à l'acceptation d'un leg en 2016 de subvenir aux besoins du chat du donateur pour 4800 €

AM

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 106 753 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 829	35 829		
Dettes fiscales et sociales	64 393	64 393		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6 532	6 532		
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	106 753	106 753		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers Groupe et associés				

Dont 6,5 K€ au titre des legs et donations acceptés et en cours de dénouement.

Charges à payer

	Montant
Fournis.fnp	14 861
Prov congés à payer	33 012
Ch.soc.s/congés payés	8 083
Taxe s/salaires à payer	2 796
Taxe formation prof. à payer	6 311
Total	65 063

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constat.d avance	12 134		
Total	12 134		

Impacts de l'événement Covid-19

Impacts de l'événement Covid-19

La crise sanitaire liée à la Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 constituent un fait marquant de l'exercice.

Aucun Prêt de trésorerie n'a été contracté (prêt avec garantie de l'Etat "PGE").

La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 n'a pas entraîné la mise en place pour le personnel de l'activité partielle, ni le report des cotisations sociales.

Depuis le début de la crise sanitaire du Coronavirus COVID-19, aucune aide n'a été reçue.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 4 800 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics					203 828	203 828
Subventions d'exploitation						
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						203 828

Les subventions d'exploitation résultent des conventions signées avec les municipalités pour leur participation aux frais de fourrières.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	390 503	
Amortissements des immobilisations	50 000	1 981
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		445 000
Produits des cessions d'éléments d'actif		
TOTAL	440 503	446 981

Il s'agit principalement de la vente de biens reçus par legs ou donations.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 16 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres				
Employés	2	14	16	16
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	2	14	16	16

Contributions volontaires

	du 01/01/20 au 31/12/20 12 mois	du 01/01/19 au 31/12/19 12 mois
Ressources		
Bénévolat		
87000000 – Dons en nature	7 873	
	7 873	
Prestations en nature		
Dons en nature		
87500000 – Bénévolat	450 000	
	450 000	
Total	457 873	
Emplois		
Secours en nature		
86000000 – Secours en nature	7 873	
	7 873	
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
86400000 – Personnel bénévole	450 000	
	450 000	
Total	457 873	

A AM

Il n'est pas renseigné de données en 2019 faute d'information fiable.

Autres informations

Pour 2020, seules les contributions volontaires qui ont pu être précisément évaluées sont constatées dans le tableau. Il existe d'autres contributions pour lesquelles aucun chiffrage n'a pu être réalisé.

Donations

Donations

Détail des legs, donations et assurances-vie

	Montant
PRODUITS	
Montant perçu au titre d'assurances-vie	415
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	117 519
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	445 000
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	491 984
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	
CHARGES	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	390 503
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	100 000
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
Solde de la rubrique	564 415

AM

Autres informations

Fonds dédiés

Ressources provenant de la générosité du public

	Montant initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	A - B + C
Sous total					
Leg Seguela	573 598	32 875			32 875
Leg Jullien	715 042	185 000	185 000		
Leg Rouaix	319 686	205 503	205 503		
Leg Teisseyre	133 100	133 100			133 100
Leg Flornoy	101 481	101 481	101 481		
Leg Fargue	5 227	5 227			5 227
Leg Mosnier	100 000			100 000	100 000
Sous total	1 948 134	663 186	491 984	100 000	271 202
TOTAL	1 948 134	663 186	491 984	100 000	271 202

Définition des Fonds reportés sur legs et donations

Les actifs et passifs provenant de legs ou donations sont enregistrés au bilan, dès la date d'acceptation par les instances ou à la date d'entrée en jouissance de la libéralité si celle-ci est postérieure, ou à la date de levée de la dernière condition suspensive. La contrepartie est inscrite en produits, sauf s'il existe une stipulation de l'auteur de la libéralité de renforcer les fonds propres de l'entité.

A la clôture de l'exercice, les libéralités constatées en produits au cours de l'exercice et dont certains actifs à céder ne sont pas encore réalisés ou certains actifs financiers n'ont pas été reçus ou transférés donnent lieu à une écriture au passif du bilan en fonds reportés, avec pour contrepartie une charge. Ces fonds seront repris et constatés en produits au cours des exercices suivants, au fur et à mesure des encaissements et décaissements liés à la réalisation de la libéralité.